

Montreuil, le 26 novembre 2025

Alertée par le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science d'Ukraine (TUESWU), par le biais de l'Internationale de l'Education, la FNEC FP-FO apporte tout son soutien aux syndicats d'enseignants ukrainiens, menacés de voir leur statut détruit. Alors qu'ils sont confrontés depuis trois ans à la guerre et à la conscription, le budget 2026 prévoit :

- La résiliation de tous les contrats de travail permanents des enseignants d'ici le 31 août 2026.
- L'obligation de passer à des contrats à durée déterminée (1 à 5 ans), avec licenciement des personnes refusant cette transition.
- L'augmentation de la charge hebdomadaire des enseignants, entraînant le licenciement de plus de 70 000 enseignants.
- La réduction des rémunérations et des indemnités, y compris les primes d'ancienneté et titres professionnels.
- La modification des lois fondamentales sur l'éducation par le biais de la loi budgétaire, pratique interdite par la Constitution ukrainienne.

Dans une situation différente, c'est la même politique que l'on voit en œuvre en France et dans toute l'Europe. Tirant prétexte de la guerre en Ukraine, et annonçant un risque d'implication directe de tous les pays d'Europe, les gouvernements mettent en œuvre la militarisation de la jeunesse ; dans le même temps, ils expliquent aux travailleurs des services publics qu'il est nécessaire de leur couper leurs moyens de travail et leurs salaires pour les consacrer à l'armement. Ainsi, en France, le gouvernement Lecornu-Macron augmente les budgets d'armement, tout en continuant de supprimer des milliers de postes et de geler les salaires des fonctionnaires : en tenant compte de l'inflation, la perte de pouvoir d'achat dépasse désormais les 30 % depuis 2000. Dans le même temps, il multiplie les annonces de retour d'un service militaire, ainsi que les interventions de l'armée dans les écoles pour y recruter nos élèves.

Toute la situation montre que lutter pour les droits des travailleurs en Ukraine, plus que jamais, c'est lutter pour les droits des travailleurs en France. Nous vous adressons donc nos salutations les plus fraternelles, et soutenons votre combat pour vos revendications légitimes.



Support for Ukrainian teachers' unions!

Montreuil, November 26, 2025

Alerted by the Trade Union of Education and Science Workers of Ukraine (TUESWU), through the Education International, the FNEC FP-FO extends its full support to Ukrainian trade unions, and in particular to teachers' unions, who are threatened with seeing their status dismantled. After three years of facing war and conscription, they now see that the 2026 budget plans:

- To put an end to all permanent teacher contracts by August 41, 2026;
- To force them to adopt fixed-term contracts (1 to 5 years), laying off all those who refuse this transition.
- To increase the weekly work time of teachers, causing the lay off of 70,000 of them.
- To reduce their pays and their benefits, including seniority bonuses and professional qualifications.
- To modify the fundamental laws on education through the budget law, which the Ukrainian Constitution forbids.

In a different context, the same policy is being implemented in France and across Europe. Using the war in Ukraine as a pretext and announcing the risk of direct involvement for all European countries, governments are moving forward with the militarisation of youth; at the same time, they tell public service workers that it is necessary to cut their resources and salaries in order to divert them to military spending. Thus, in France, the Lecornu-Macron government is increasing defence budgets while continuing to destroy thousands of work positions to freeze civil servants' salaries: taking inflation into account, the loss of purchasing power is now more than 30% since 2000. At the same time, it repeatedly announces a return to military service, as well as increases army interventions in schools to recruit our students.

The entire situation shows that defending workers' rights in Ukraine is, more than ever, inseparable from defending workers' rights in France. We therefore extend to you our most fraternal greetings and express our support for your struggle for your legitimate demands.